

## BGE 65 II 238

Bundesgericht (BGE), 1939-01-01, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge\\_65\\_II\\_238](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_65_II_238)

FR: ATF 65 II 238

IT: DTF 65 II 238

### Volltext

238 Prozessrecht. N° 51. Ob diese Darstellung richtig sei oder diejenige des Beklagten, wonach seine Ehefrau unterzeichnete, weil er sich nicht zu Hause befunden habe, als der Hauptschuldner nach einigen nicht abschliessenden Vorbesprechungen zur Einholung der Bürgschaftsunterschrift erschienen sei, kann dahingestellt bleiben. Es genügt, dass eine absichtliche Herbeiführung des Formmangels nach der einen wie der andern Darstellung ausser Betracht fällt. Fehlte dem Beklagten diese Absicht, so kann ihm auch nicht eine absichtliche Schädigung des Klägers zur Last gelegt werden. Dass er die von seiner Ehefrau mit seinem Namen unterzeichnete Bürgschaftserklärung an den Kläger abgeben liess, der dadurch zu der irrthümlichen Annahme verleitet wurde, die Unterschrift stamme von ihm persönlich, ändert nichts. Der Beklagte war damals selber der Ansicht, dass dies der Gültigkeit der Bürgschaftsverpflichtung keinen Abbruch tue. Damit entfällt auch eine Haftung des Beklagten auf Grund von Art. 41 Abs. 2 OR, wegen Schadenszufügung in einer gegen die guten Sitten verstossenden Weise; denn eine derartige Schädigung muss, wie das Gesetz ausdrücklich erklärt und sich übrigens aus der Natur der Sache ergibt, absichtlich erfolgen. Vgl. auch Nr. 54. - Voir aussi n° 54. V. PROZESSRECHT

PROCEDURE li1. ATet de la IIe Section ebne du 12 octobre 1939 dans la cause Altorler contre Getaz et Altorfer. La regle prevue par l'art. 8 de la loi foerale Bur les rapports da droit civil des citoyens etablis ou en sejour, pour la solution des conflits de juridiction en matiere de filiation est appli- Prozessrecht. N° 51. 239 cable meme si dans le cas donne les deux legislations canto- nales s'accordent pour attribuer la competence au meme juge (confiit virtuel). ! Der Gerichtsstand für Streitigkeiten über den Familienstand bestimmt sich nach Art. 8 NAG, auch wenn sich im einzelnen Fall bei Anwendung der Normen der beiden in Frage stehenden Kantone kein Konflikt ergäbe. La norma, ehe l'art. 8 della legge federale sui rapporti di diritto civile dei domiciliati e dei dimoranti stabilisce per risolvere i conflitti di giurisdizione in materia di filiazione, e applicabile anche se nel caso concreto le due legislazioni cantonali sono concordi nell'attribuire la competenza al medesimo giudice (conflitto virtuale). A. - Henri Altorfer, ressortissant zurichois, domicilie a Lausanne, a epouse Elisabeth Getaz en 1935. En 1936, il a demande son divorce et ill'a obtenu par jugement du Tribunal du district de Lausanne du 28 juin 1937. Moins de 300 jours aprils la dissolution du mariage, soit le 25 fe- vrier 1938, Dame Getaz a accouche d'une fille, Gabrielle, qui a eM inscrite comme enfant legitime des epoux Altorfer. Altorfer a ouvert action en desaveu a son ex-femme et a sa fille - domiciliios comme lui a Lausanne - a la fois a Lausanne et a Zurich, mais en faisant suspendre le pro ces zurichois jusqu'a droit connu sur la competence du juge vaudois. Dans le proces intente a Lausanne, les defenderesses ont souleve le declinatoire. Le Tribunal du district de Lau- sanne s'est declare comp6tent, mais, sur recours des defenderesses, le Tribunal cantonal a admis le declinatoire et a renvoye le demandeur a mieux agir, c'est-a-dire a poursuivre le pro ces introduit a Zurich. B. - Altorfer a recouru en reforme et pour le cas ou le recours en reforme serait juge irrecevable, il a

simul- tanement et subsidiairement forme un recours de droit civil par lequel il a conclu a l'annulation de l'arret du Tribunal cantonal et a la reconnaissance de la competence du Tribunal de Lausanne. TI soutient en resume que l'art. 8 de la loi de 1891 sur les rapports des citoyens etablis ou en sejour n'est applicable que dans le cas d'un conflit entre les deux legislations en 240 Prozessrecht. N° 51. presence, ce qui: ne se produit pas en l'espece puisque la loi zurichoise et 'la 10i vaudoise attribuent l'une et l'autre la competence au juge du domicile de la partie defende- resse et que ce domicile est a Lausanne. Les defenderesses ont conclu au rejet du recours de droit civil. GonsüUrant en droit : 1. - Le recours en reforme est irrecevable, car l'arret attaque n'est pas un jugement au fond. La pretention liti- gieuse n'est pas liquidee par lui; il est simplement juge que le tribunal vaudois qui en a ete saisi n'est pas compe- tent pour en eonnaitre. Cette decision se fondant sur l'art. 8 de la loi de 1891 sur les rapports de droit civil des citoyens etablis ou en sejour, que le recourant pretend avoir ete applique a tort, le recours de droit civil depose a titre subsidiaire est recevable (art. 87 eh. 2 OJ). 2. - Pour les matieres qu'elle regit (droit des person- nes, droit de famille, droit successoral), la 10i de 1891 a eu pour objet de determiner dans les rapports intereantonaux, d'une part, le droit applicable, d'autre part, la juridiction competente. O'est ainsi que l'art. 8 dont il s'agit en l'espece preserit que la filiation est soumise a la fois a la legislation (de droit materiel) et a la juridietion du lieu d'origine. Le droit civil ayant ete unifie (sous d'infimes reserves), il est clair que cette 10i est devenue sans objet en ce qui concerne les conflits intercantonaux da droit materiel. S'il en est de meme en ce qui concerne les conflits de juridiction dans les matieres Oll le code civil institue une regle de for, il n'y a en revanche aucune raison d'exclure l'application de Ja loi lorsque le eode civil ne determine pas le juge compe- tent. C'est aussi bien ce que le Tribunal federal a juge en jurisprudence constante (v. entre autres R042 II 309, 55 II 323, 60 TI 387 et sv.), et cette jurisprudence doit etre maintenue. Quant a savoir s'il faut limiter l'application de la loi et de la regle posoo a l'art. 8 an cas Oll les deux 10is cantonales Prozesarecht. N° 51. 241 en presence fixent reellement des fors differents et par con- sequent de l'exclure quand au contraire elles concordent pour designer le meme juge, le juge du domieile des defen- deurs par exemple, eomme en l'espece, ou celui du domi- eile du demandeur, sous le pretexte qu'il n'y a pas de con- flit au sens propre du mot, une reponse negative s'impose. Ainsi que le Tribunal federal l'a juge dans l'arret Reimann contre Reimann du 5 decembre 1929 (RO 55 II 327), l'art. 8 doit etre tenu pour applicable non pas seulement en eas de conflits veritables, mais meme en eas de conflits virtuels, e'est-a-dire de conflits qui peuvent resulter de la coexistence de deux 10is, lors meme qu'en fait ils ne se pro- duisent pas, parce que ces lois s'aceordent pour designer le meme juge. Cette solution est au surplus eonforme aux principes du droit international. Si un traittS international pose une regle de for, elle est applicable quand bien meme les legislations internes des deux Etats eontractants seraient d'aceord pour designer un for different. De meme la regle de l'art. 59 Const. fed. prevaudrait Bur une regle eontraire qui serait posee par la legislation concordante de deux eantons. De meme la regle de l'art. 8 doit l'emporter en l'espece Bur la regle de la legislation zurichoise et de la loi vaudoise qui n'ont et ne peuvent avoir qu'une portee intracantonale. Les considerations d'ordre pratique qu'invoque le recou- rant pour combattre cette opinion ne sont certes pas denues de valeur. Il est de fait qu'en l'espece il pourrait paraitre plus normal d'attribuer la competence au juge du domieile des parties defenderesses. Cependant ce qui importe surtout, e'est d'avoir une regle precise. Si l'On declare l'art. 8 applicable chaque fois que les parties ne sont pas domieiliees clans leur eanton d'origine, on sait a quoi s'en tenir. Il en serait tout autrement si, pour fixer sa competence, le juge devait d'abord resoudre la

question parfois délicate de savoir si le for prévu par la loi de procédure du canton d'origine est le même que le for prévu par la loi de procédure du canton de domicile de la partie AS 65 II - 1939 16 2 (2 Prozessrecht. N° 52. défenderesse (le MS échéant le même aussi que le for prévu par la loi du canton du domicile du demandeur). Quant à l'argument tiré du texte allemand de l'art. 59 du titre final du code civil suisse et plus particulièrement du mot «( verschiedenenes», il n'est pas décisif non plus. Ce mot peut s'appliquer non pas seulement au cas où les deux lois cantonales ont un contenu différent, mais plus généralement aussi au cas où les deux lois cantonales demeurent simultanément en vigueur et peuvent donc différer et entre elles et du droit fédéral. Le Tribunal fédéral prononce : Le recours en réforme est irrecevable et le recours de droit civil est rejeté. 52. Entscheidung der J. Zivilabteilung vom 3. November 1939 über das Interventionsgesuch der Firmen E. Paillard et Co. A.-G. und Allgemeine Elektrizitäts-Gesellschaft i. S. N. V. Philips Glühlampenfabriken gegen Siemens und Halske Aktiengesellschaft. Das Recht zur Nebenintervention nach Art. 16 BZP setzt voraus, dass eine unrichtige Entscheidung des Richters in der Sache die eigene materielle Rechtslage des Dritten beeinträchtigen oder gefährden würde. L'intervention accessoire n'est admissible, conformément à l'art. 16 POF, que dans les cas où un jugement erroné sur le droit litigieux léserait ou compromettrait, quant au fond, les propres droits du tiers. L'intervento accessorio è ammissibile, conformemente all'art. 16 POF soltanto nei casi in cui una sentenza errata sulla pretesa litigiosa ledesse o compromettesse, quanto al merito, i diritti propri del terzo. A. - Die Firma N. V. Philips Glühlampenfabriken in Eindhoven reichte im Mai 1934 gegen die Firma .Kaiser & Cie A.-G. Bern beim Handelsgericht des Kantons Bern Klage ein wegen Verletzung ihres Schweizer Patentes Prozessrecht. N° 52. 243 130580. Die Beklagte beantragte Abweisung der Klage und erhob Widerklage auf Nichtigerklärung des klägerischen Patentes. Die Firma Siemens & Halske Aktiengesellschaft, Berlin, trat hinsichtlich der Widerklage als Intervenientin auf Seite der Widerklägerin in den Prozess ein und wurde als solche vom Handelsgericht zugelassen. Durch Urteil vom 31. Juli 1939 wies das Handelsgericht die Klage ab, hiess die Widerklage gut und erklärte das Patent Nr. 130580 nichtig. B. - Gegen dieses Urteil ergriff die Klägerin und Widerbeklagte die Berufung an das Bundesgericht mit dem Antrag auf Abweisung der Widerklage und Rückweisung der Sache an die kantonale Instanz zur Beurteilung der Klagebegehren. O. - Durch gemeinsame Eingabe vom 14. September 1939 an das Bundesgericht stellen die Firmen E. Paillard & Cie A.-G., Ste. Croix, und Allgemeine Elektrizitäts-Gesellschaft (A. E. G.), Berlin, gestützt auf Art. 16 BZP das Gesuch, sie seien im Prozess auf Seite der Berufungsbeklagten als Nebenintervenientinnen zuzulassen. Gegen die Firma Paillard & Cie A.-G. ist vor dem Appellationsgericht des Kantons Basel-Stadt ebenfalls eine Klage der heutigen Berufungsklägerin hängig wegen Verletzung ihres Patentes Nr. 130580, wobei die Firma Paillard & Cie A.-G. die Einrede der Patentnichtigkeit erhoben hat. Die Firma Allgemeine Elektrizitäts-Gesellschaft A.-G. hat gegen die heutige Berufungsklägerin beim Handelsgericht des Kantons Zürich Klage auf Nichtigerklärung des Patentes Nr. 130580 eingeleitet; der Prozess ist ebenfalls noch im Gange. D. - Die Berufungsklägerin beantragt, das Nebeninterventionsgesuch sei abzuweisen, eventuell seien die sämtlichen Streitgenossen zur Bestellung eines gemeinsamen Vertreters anzuhalten.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.